Image not found or type unknown

La loi d'Arizona sur l'immigration en partie invalidée

Actualité législative publié le **29/07/2010**, vu **1849 fois**, Auteur : SAID ISSA

Une juge américaine a invalidé plusieurs articles essentiels de la nouvelle législation de l'Arizona sur l'immigration à la veille de son entrée en vigueur.

Cette décision de la juge de district Susan Bolton est une victoire pour l'administration de Barack Obama, qui s'emploie à prendre le contrôle de ce dossier au niveau fédéral.

Les experts juridiques s'attendent à ce que la question remonte jusqu'à la Cour suprême.

La loi votée il y a trois mois par le Congrès d'Arizona, à majorité républicaine, est la plus répressive jamais envisagée contre les immigrés dans un des cinquante Etats américains.

Mais le juge Bolton en a annulé mercredi plusieurs volets, dont celui très controversé qui enjoignait aux policiers d'enquêter sur le statut d'immigré de toute personne en état d'arrestation ou en garde à vue s'ils peuvaient " *raisonnablement*" soupçonner cette personne d'être un sans-papiers.

Les élus républicains de l'Arizona veulent par cette loi réduire le nombre d'immigrants illégaux dans l'Etat, où leur nombre est estimé à un demi-million, et endiguer le flux de

clandestins mexicains qui franchissent illégalement la frontière, ainsi que le trafic de drogue.

Soutenue par une majorité d'Américains à en croire les sondages, elle a inspiré des projets similaires dans une vingtaine d'autres Etats, alors que le nombre d'immigrés clandestins est estimé à 10,8 millions aux Etats-Unis.

Mais les adversaires de la loi, issus en particulier de la communauté latino, dénoncent un texte contraire à la Constitution et voient dans ces mesures la porte ouverte au harcèlement systématique des Américains d'origine hispanique.

Sans attendre la décision du juge Bolton, plusieurs milliers de militants comptaient se rendre à Phoenix jeudi pour protester contre la nouvelle législation. D'autres rassemblements sont prévus à travers le pays.

Le gouvernement Obama avait saisi la justice début juillet contre la législation de l'Arizona en arguant qu'elle interférait "*avec les intérêts vitaux de politique étrangère et de sécurité nationale en perturbant les relations des Etats-Unis avec le Mexique et d'autres pays*".

La Maison blanche s'efforce d'imposer une approche plus globale sur l'immigration qui relèverait de l'Etat fédéral et non de chaque Etat individuellement.

Avant l'entrée en vigueur de la loi, les 15.000 policiers de l'Arizona ont été formés spécialement pour éviter tout " *contrôle au faciès*". "*La discrimination raciale est illégale aux Etats-Unis, en Arizona, elle l'était et continuera de l'être* ", a assuré le gouverneur républicain Jan Brewer mardi sur CNN.

Copyright © 2025 Légavox.fr - Tous droits réservés

Jean-Stéphane Brosse pour le service français

Copyright © 2025 Légavox.fr - Tous droits réservés